

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 5 JUIN 2017

SOMMAIRE

- 1) Il a fait son choix
- 2) Le chaud et le froid !
- 3) Il n'aime pas les personnes âgées
- 4) Il ne connaît rien en géo...
- 5) Dur, dur d'être ministre...
- 6) Le PS dans le gouffre



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Benoît Hamon, au sujet de Manuel Valls : “Je préfère perdre debout... Qu'être élu couché”



Interviewé par France 3 Paris Île-de-France au sujet de la candidature de Manuel Valls, dans l'Essonne, le candidat socialiste défait à la présidentielle Benoît Hamon ne mâche pas ses mots, à l'endroit de l'ancien Premier ministre.

Pas de cadeau pour Manuel Valls. Le candidat socialiste défait à la présidentielle Benoît Hamon ne mâche pas ses mots, à l'endroit de l'ancien Premier ministre.

Interrogé par France 3 Paris Île-de-France, le député sortant des Yvelines, candidat à sa réélection dans sa circonscription de Trappes, a déclaré : "Je préfère perdre debout, qu'être élu couché." Dans son viseur, Manuel Valls, candidat lui aussi à sa réélection à l'Assemblée nationale, dans la première circonscription de l'Essonne.

Les convictions (de Manuel Valls) n'étaient pas celles du parti auquel il appartenait

"Est-ce qu'il y a besoin de mon commentaire pour caractériser ce que font ceux qui abandonnent les convictions qui étaient censées être les leurs, mais qui n'étaient pas les leurs ?", s'interroge-t-il. Selon le député des Yvelines, les convictions de Manuel Valls "n'étaient pas celles du parti auquel il appartenait : celles des Jaurès, des Blum, des Mendès, etc. ».

Hamon, soutien du candidat PCF face à Valls

Tous deux candidats, lors des prochaines élections législatives des 11 et 18 juin, Benoît Hamon et Manuel Valls s'étaient tous les deux disputé l'investiture du Parti socialiste lors de la dernière présidentielle. Investi à l'issue de la primaire de la Belle alliance populaire, Benoît Hamon avait obtenu 6,36 % des voix, lors du premier tour de la présidentielle. Manuel Valls apportant de son côté son soutien au candidat d'En marche ! Emmanuel Macron.

Depuis, Benoît Hamon a indiqué qu'il soutenait Michel Nouaille, le candidat du Parti communiste français, à Evry, lors des élections législatives, face à Manuel Valls.

Les candidats dans la 11ème circonscription des Yvelines : (Maurepas, Saint-Cyr-L'Ecole, Trappes, Chevreuse)

- 1 - Mme Mathilde ANDROUËT FN
- 2 - M. Benoît HAMON SOC
- 3 - Mme Nadia HAÏ REM
- 4 - M. Vincent FOURNIER EXG
- 5 - M. Jean-Michel FOURGOUS LR
- 6 - Mme Sylvia CANTALUPPI DLF
- 7 - Mme Mireille BREUGNOT EXD
- 8 - M. Yassine AMAR DIV
- 9 - M. Mehdi MNAOUAR DIV
- 10 - M. Mathurin LÉVIS FI
- 11 - M. Matthieu RUFFET DIV
- 12 - M. Luc MISEREY COM
- 13 - Mme Christine ÉGASSE EXG

Les candidats dans la 1ère circonscription de l'Essonne : (Bondoufle, Courcouronnes, Corbeil-Essonnes, Evry, Lisses, Villabé)

- 1 - M. Sylvain LACASSAGNE DIV
- 2 - Mme Danielle OGER FN
- 3 - M. Gautier ALBIGNAC DIV
- 4 - M. Alban BAKARY DVD
- 5 - M. Jean-Luc RAYMOND DVD
- 6 - M. Michel NOUAILLE COM
- 7 - M. François RISACHER EXG
- 8 - M. Stéphane LEGRUEL EXG
- 9 - Mme Jacqueline SABATTIER DVD
- 10 - M. François BOUVARD DIV
- 11 - M. Mohamed LEMGHARRAZ DIV
- 12 - M. Fadhel MAHBOULI ECO
- 13 - Mme Nathalie JOLLY DVD
- 14 - M. Dieudonné DIEUDONNÉ DIV
- 15 - Mme Caroline VARIN LR
- 16 - M. Manuel VALLS DVG
- 17 - M. Saliou DIALLO DVG
- 18 - M. David SOULLARD DLF
- 19 - M. Eric BERLINGEN DIV
- 20 - M. Jacques BORIE DVG
- 21 - M. Jean CAMONIN EXG
- 22 - Mme Farida AMRANI FI

II) Majorité écrasante pour la République en marche, catastrophe en vue pour la gauche, selon un sondage

VAGUE REM - Selon une nouvelle étude d'opinion du Cevipof pour Le Monde, le parti d'Emmanuel Macron obtiendrait une majorité écrasante à l'Assemblée nationale, les 11 et 18 juin.

Antoine Rondel

Plus les élections législatives approchent, plus les horoscopes peuvent faire rougir de plaisir La République en marche, le mouvement pro-Macron créé pour le scrutin destiné à construire l'Assemblée nationale de la XV^e législature. Et de donner de l'épaisseur à cette espérance formulée par un proche du nouveau chef de l'Etat, l'élection présidentielle à peine terminée : "Bien sûr, on pense avoir une majorité absolue." Avec 31% des intentions de vote au premier tour selon le dernier sondage Cevipof pour Le Monde, réalisé par Ipsos Sopra-Steria et publié le 2 juin, il semble aujourd'hui au-delà du compte.

La progression du mouvement présidentiel frôle en effet l'hyperbole, si l'on en croit les projections auxquelles se sont risqué les instituts de sondage. La première projection en sièges, signée OpinionWay le 3 mai, soir du débat d'entre-deux-tours, offrait presque à En marche une majorité absolue. Deux semaines plus tard, ce premier seuil était franchi, avec 280 à 300 députés. Le 26 mai, le même OpinionWay mesurait que les députés pro-Macron pourraient occuper entre 310 et 330 sièges. Le 30 mai, l'alliance REM/Modem se voyait attribuer entre 320 et 350 sièges par un sondage Kantar Sofres-OnePoint pour LCI. Enfin, l'étude du Cevipof pour Le Monde du vendredi 2 juin (14.958 personnes interrogées dont 8778 certaines d'aller voter au 1er tour) est venue enfoncer le clou, en donnant au mouvement jusqu'à 425 sièges ! Ce qui serait une confirmation du fameux "fait majoritaire", qui veut qu'un président élu obtienne toujours une majorité pour mener sa politique.

La gauche plus basse qu'en 1993, son pire total

Une majorité absolue écrasante, qui dépasserait le score de l'UMP en 2002 (398) mais n'atteindrait pas l'engloutissement porté en 1993 par Jacques Chirac à la tête de l'alliance RPR/UDF, qui avait obtenu 472 députés. 1993, année funeste pour le Parti socialiste, qui doit s'attendre à une débandade comparable. Menés par Laurent Fabius, les candidats de la majorité présidentielle n'étaient que 57 au Palais Bourbon. Cette fois, ce devrait être pire. Tous les chiffres des instituts de sondage donnent le parti de Solférino à moins de 10% (8,5% selon le Cevipof). Un score meilleur que celui de Benoît Hamon le 23 avril, mais qui ne leur offre que 25 à 35 sièges.

La déception pourrait être forte pour Jean-Luc Mélenchon et la France insoumise, à qui le Cevipof offre entre 10 et 20 sièges. A peine de quoi faire un groupe parlementaire (minimum 15 députés). Passé d'un excellent 19,5% à la présidentielle à 11,5% dans les intentions de vote aux législatives, le mouvement pâtit du léger regain observé au PS, ainsi que de l'incapacité de la gauche à se rassembler (2% pour le PCF, 3% pour EELV). Pire encore, l'électorat de gauche, qui s'était si bien mobilisé pour la présidentielle, se démotive. C'est une règle propre aux élections législatives par rapport au scrutin suprême, mais elle touche davantage la France insoumise (62% des électeurs du 23 avril reviendraient le 11 juin) que la REM (75%) ou Les Républicains (69%).

Echec historique en vue pour la droite, éternel plafond de verre pour le FN

Les Républicains, justement, sont donnés à 22% au premier tour. Si ces derniers sont en bien meilleure position que la gauche, leur alliance avec l'UDI pourrait passer sous les 100 députés. Un si faible total qu'il n'a d'ailleurs jamais atteint depuis la création de la Ve République. Les députés menés par François Baroin seraient alors la deuxième force parlementaire à l'Assemblée nationale, mais resteraient ancrés dans l'opposition, bien loin de la "cohabitation" et "du partage de responsabilités" espérés par le sénateur-maire de Troyes.

Autre dégringolade observée : celle du Front national. Avec 19% des voix au premier tour, le parti de Marine Le Pen ne parvient pas à obtenir un nombre

conséquent de sièges, avec un plancher de 5 élus, selon le Cevipof. Ce qui tendrait à démontrer qu'en dehors de quelques fiefs (Hénin-Beaumont, Carpentras, l'Aisne...), le FN pourrait bien se confronter à son éternel plafond de verre.

Ces projections doivent toutefois être prises avec des pincettes. En effet, le renouvellement de l'offre politique, avec l'arrivée d'En Marche !, et la hausse de l'abstention entre l'élection présidentielle et les législatives rebattent les cartes. Pour se maintenir au second tour (quand on ne figure pas parmi les deux premiers de sa circonscription), les candidats devront atteindre 12,5%... des inscrits. Avec une abstention forte à prévoir, l'hypothèse d'un fort nombre de triangulaires ou de quadrangulaires est donc à relativiser. De la même façon, le peu d'expérience revendiqué des candidats de la REM (les fameux "députés internet" moqués par François Baroin) pourrait leur jouer des tours, face à un candidat connu dans la circonscription. Malgré l'incontestable dynamique qui porte le mouvement depuis l'élection d'Emmanuel Macron.

lci.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Non, décidément, Monsieur Macron n'aime pas les retraités !



Lors du débat du 3 mai dernier en vue de l'élection présidentielle, Monsieur Macron a brièvement précisé le sort spécifique qu'il entendait réserver aux retraités. La tribune ci-dessous amorce la réflexion qu'inspire cette sollicitude particulière.

Sommaire

- I – Un bref rappel
- II – Une tendance inquiétante
- III – Vers l'euthanasie financière des retraités ?

I – Un bref rappel

Souvenez-vous, voici cinq ans, son élection à peine acquise et alors qu'Emmanuel Macron était déjà secrétaire général adjoint de l'Élysée, le Président Hollande s'en était immédiatement pris aux retraités avec un rapport lourdement à charge, partiellement erroné et particulièrement injuste de la Cour des comptes (comme par hasard !), suivi immédiatement après de la création d'une taxe dépendance de 0,30% sur les pensions, laquelle fut d'ailleurs immédiatement détournée de son objet. En réalité, ce nouvel impôt qui ciblait uniquement les retraités ne faisait que marquer pour ces derniers le début d'un éprouvant chemin de croix fiscal, qui allait s'accroître tout au long du quinquennat.

Force est de reconnaître que le programme du nouveau Président ne démarre guère sous de meilleurs auspices, puisque d'entrée de jeu et selon ses propres chiffres, 60% des retraités – soit quand même quelque 10 millions de Français

vont prendre de plein fouet et sans compensation aucune l'augmentation de 1,70% de la CSG, alors que toutes les autres catégories sociales, tous les actifs notamment, se voient offrir en compensation une diminution de 3,10% de leurs cotisations sociales. Manifestement, le déclassement résultant des retraités est patent puisque (en simplifiant les calculs, notamment parce qu'on ne sait pas encore si ce supplément de CSG sera ou non déductible) pour un même revenu annuel de référence de € 60 000 le retraité va acquitter € 1 020 (=60 000*1,70%) supplémentaires d'impôt, là où un actif gagnant le même revenu va économiser € 840 (= 60 000*1,40%) de charges sociales et fiscales. L'écart de 3,10% entre les deux, soit € 1 860 (= 1 020+840), en même temps qu'il creuse injustement un déclassement sensible du retraité, alourdira dans la majorité des cas de 5 à 10% le montant des prélèvements directs obligatoires auxquels il se trouve soumis. En clair, il n'échappera pas aux retraités qu'ils sont invités à financer sans broncher les cadeaux électoraux généreusement faits aux actifs sur leur dos ! Pire, issue de la volonté du prince, cette discrimination-transfert n'a donné lieu de sa part à aucune justification, ni à la moindre tentative d'explication, les quelques allusions avancées ici ou là se bornant à sous-entendre que de toute manière les retraités visés ont bien assez d'argent. Nul doute qu'ils apprécieront !

II – Une tendance inquiétante

C'est ainsi qu'en pratiquement 5 ans et sous deux présidences de Gauche successives, 10 millions de retraités se sont vus ou se verront spécifiquement imposer des impôts ou des suppléments d'impôts dont la charge nette ne pèse que sur eux : en 2012, 0,30% de contribution dépendance + en 2017, 1,70% pour la prochaine augmentation de CSG. Évidemment pour eux le principe républicain d'égalité devant l'impôt vole en éclat et il n'est pas sûr du tout d'ailleurs que cette discrimination scélérate qui s'opère à la fois en fonction de l'âge et du statut social du contribuable passe les fourches caudines du Conseil constitutionnel. Le cumul actuel de ces deux mesures - qui représente quand même 2% des pensions - signifie tout simplement pour ces retraités que là où au printemps 2012 leur pension leur permettait de couvrir 52 semaines de dépenses, fin 2017 elle n'en couvrira plus guère que 51 (52*0,98= 50,96), les retraités visés étant ainsi privés de ressources pour la dernière semaine de l'année - qui n'est normalement pourtant pas de jeûne, ni d'abstinence - entre Noël et le Jour de l'An. Quant à l'argument que lesdits retraités pourraient en contrepartie bénéficier eux aussi de l'exonération de la taxe d'habitation, il ne vaut guère d'une part parce qu'il n'est pas exclu que certains retraités se retrouvent parmi les 20% les plus riches demeurant assujettis et aussi quant aux autres, parce qu'à l'inverse de l'augmentation de la CSG qui les frappe exclusivement, l'exonération annoncée qui ne leur serait nullement réservée ne pourrait évidemment pas tenir lieu de dommages-intérêts.

Mais me direz-vous, 2% on n'en meurt pas et la plupart des Français ont subi ces dernières années des majorations d'impôts de toute sorte et de toute origine (État ou collectivités territoriales) souvent bien supérieures. Grave erreur, parce que comme les autres Français, les retraités ont bien entendu eux-aussi supporté ces hausses largement excessives, mais avec les 2% de prélèvements supplémentaires, la Gauche leur réserve un matraquage spécial qui amène tout naturellement à s'interroger sur les projets du pouvoir pour les années à venir. En effet, on sait que pour des cercles de réflexion stratégique comme Terra Nova, ou même des organismes officiels comme France Stratégie (dont le directeur M. Pisani-Ferry n'était autre que le proche conseiller de Monsieur Macron lors de sa campagne électorale), les pensions de retraite absorbent indûment une part trop grande du PIB national (environ de 14 à 15% selon les sources, qui bien entendu ne se soucient jamais de rappeler en face le produit revalorisé des cotisations d'hier, bien qu'elles fondent pourtant les pensions d'aujourd'hui !) et qu'il importe de réduire cette part en faveur des jeunes au profit desquels, après avoir saccagé l'enseignement officiel (près de 15% d'une classe d'âge en échec scolaire + classement Pisa en chute libre !), on veut accroître entre autres l'assistantat préexistant. Or - et nous reviendrons bientôt sur ce sujet important - c'est oublier que la plupart des retraités ont été et restent des parents avant d'être des retraités et que, dès qu'ils l'ont pu, ils n'ont pas attendu l'État pour aider financièrement et autrement leurs enfants, même si les statistiques officielles ont le plus grand mal à cerner l'importance de toutes ces aides souvent non déclarées et dont une bonne partie n'est pas monétaire.

Mais le double avantage des retraités, savoir le temps et l'expérience, leur permet de réfléchir plus avant. Malgré qu'on leur ait garanti, - croix de bois, croix de fer-, le maintien intégral de leur pouvoir d'achat, avec l'engagement solennel que leurs pensions ne seront jamais réduites, ils ne peuvent donc s'empêcher d'observer et de déplorer que :

> cela fait plusieurs années que sous des prétextes divers - tous plus pertinents les uns que les autres - leurs pensions sont bloquées ou revalorisées de manière indigne au regard de la montée rapide des charges de toute nature qui les assaillent ;

> et notamment avec entre autres la croissance inconsidérée des impôts aussi bien d'État que locaux, les remboursements médicaux ou pharmaceutiques de toute nature dont la liste ne cesse de s'allonger, l'alourdissement continu

des coûts de journée des établissements d'accueil, l'indice des prix à la consommation entièrement sous le contrôle du Gouvernement ne peut plus être considéré comme représentatif des charges qui pèsent sur les retraités ;

> les derniers prélèvements ou majorations de prélèvements qui les ciblent spécifiquement et exclusivement sont non seulement contraires au principe d'égalité devant l'impôt, mais ils constituent aussi un germe préoccupant de division de la Nation en suscitant sournoisement une opposition larvée entre actifs et retraités, en déclassant ouvertement ces derniers et en creusant au risque du grief d'ingratitude le fossé entre les seniors et leurs descendants.

III – Vers l'euthanasie financière des retraités ?

Et si le nouveau Président, qui prétend rassembler les Français, ne veut pas laisser sur le bord de la route la majorité des 17 millions de retraités qui en font partie, il va falloir sans nul doute et vite qu'il s'emploie non seulement à trouver les mots, mais à proposer des mesures concrètes pour leur rouvrir un chemin d'espoir. Notamment, en cessant de les considérer abusivement comme une catégorie taillable et corvéable à merci à raison de leur docilité supposée et du poids des ans, en rappelant fermement aussi les engagements de la Nation envers ses aînés et en leur accordant enfin dans les institutions et les caisses de retraite les représentations officielles que la République, au mépris de toutes ses valeurs, leur dénie indignement depuis plus d'un demi-siècle.

irefeurope.org

MAIS AUSSI

1) Cazeneuve : «Je ne vois pas où est la modernité» de Macron

Propos recueillis par Philippe Martinat et Quentin Laurent

leparisien.fr



L'ancien Premier ministre Bernard Cazeneuve face à un panel de lecteurs du «Parisien», le 30 juin 2014.LP/
PHILIPPE LAVIEILLE

Bernard Cazeneuve, ancien Premier ministre, revient sur la campagne des législatives et les candidats En Marche !.

L'ancien Premier ministre, qui mène la bataille des législatives pour le PS, invite les électeurs socialistes à ne pas laisser Emmanuel Macron en tête à tête avec la droite à l'Assemblée.

Que pensez-vous des premiers pas d'Emmanuel Macron ?

BERNARD CAZENEUVE. Pourquoi voulez-vous que je porte un regard négatif sur ses premiers pas comme président ? Le nouveau Parlement n'est pas encore élu, il n'a donc pas légiféré. Aucune mesure réglementaire n'a encore été prise, à l'exception de celle concernant les rythmes scolaires, qui semble susciter quelques réactions au sein des collectivités locales. On ne sait pas non plus ce que le gouvernement va proposer sur des sujets fondamentaux

comme la réforme du Code du travail... Pour l'heure, nous assistons à une juxtaposition d'images sympathiques, qui contribuent à créer un climat d'optimisme auquel le pays aspire, mais qui ne doit pas le priver de lucidité.

Qu'est-ce qui ferait la différence entre un député En Marche ! et un député PS ?

Je regarde la liste des candidats d'En Marche ! Certains sont des recalés-recyclés d'anciens partis politiques, qui ont trouvé l'occasion d'un bain de jouvence en prenant l'étiquette d'un nouveau parti. D'autres candidats ne disposent, eux, que de peu d'expérience. Pour ma part, je suis soucieux de voir le président de la République réussir, et je pense qu'il aura aussi besoin de parlementaires qui représentent la gauche de gouvernement, qui ont des convictions solides, le sens de la loyauté et l'expérience nécessaire pour faire face aux tempêtes. Ce que je veux dire aux électeurs de gauche, c'est qu'en votant pour les candidats socialistes, ils n'empêchent pas Emmanuel Macron de réussir, au contraire, ils l'aident en lui évitant un tête-à-tête dangereux avec la seule droite.

Le président semble davantage soucieux d'avoir pour lui une large majorité...

Il vaut mieux une majorité solide sur la base d'une coalition, où chacun apporte une contribution utile, plutôt qu'une majorité large et inexpérimentée, autour d'un parti unique. Je pense que la véritable modernité, c'est la coalition dans le respect de l'apport de chacun, à l'instar de ce qu'ont réussi à faire les Allemands, au grand bénéfice de leur pays.

Mais Macron a même mis des candidats face aux espoirs socialistes...

Si la modernisation de la vie politique consiste à tuer les jeunes pousses, qui sont parfois des femmes, issues de la diversité, qui se sont faites par leur seul talent, puisque aucune fée n'est jamais venue se pencher sur leur berceau, alors je ne vois pas où est la modernité. S'acharner à battre Seybah Dagoma (5e circonscription de Paris) ou Najat Vallaud-Belkacem (6e du Rhône), c'est assez paradoxal par rapport à l'ambition de modernité ! Il vaut mieux consacrer toute son énergie à battre le FN ou la vieille droite, non ?

Que pensez-vous de la hausse de la CSG prévue ?

L'idée de donner du pouvoir d'achat aux Français est bienvenue. Nous avons pour cela créé la prime d'activité et diminué l'impôt sur le revenu de 4 Mds€ en 2016 et 2017. Mais augmenter, par la baisse des cotisations, le pouvoir des salariés les plus riches, en augmentant la CSG payée par les salariés et les retraités les plus modestes, reviendrait à s'éloigner de la justice sociale.

Quels sont les points sur lesquels vous serez particulièrement vigilants ?

L'augmentation de la CSG, les ordonnances relatives au Code du travail, la préservation des services publics — puisque la fonction publique dépend désormais du ministère du Budget, comme la Sécurité sociale d'ailleurs — et l'école, parce que ceux qui sont à la tête du ministère de l'Éducation nationale sont ceux qui ont inspiré la suppression de 80 000 postes d'enseignants sous Nicolas Sarkozy. Pour que le quinquennat réussisse, il faut que la gauche de gouvernement soit forte, sinon ceux qui aspirent à défaire le bilan du quinquennat auront les mains libres.

La future loi de moralisation aurait-elle pu empêcher l'affaire Ferrand ?

Je suis stupéfait d'entendre qu'il y aurait enfin une volonté de moralisation de la vie politique française. 90 % de ce qui devait être fait en la matière a été fait durant le quinquennat précédent. Le parquet financier, c'est qui ? La Haute Autorité pour la moralisation de la vie politique avec obligation de déclaration du patrimoine des parlementaires et des ministres, c'est qui ? L'agence anticorruption, c'est qui ? La limitation du cumul des mandats, c'est qui ? Les mesures sur les conflits d'intérêts, c'est qui ? C'est la gauche au pouvoir ! Ce qui est présenté aujourd'hui est un complément utile, qu'il faut soutenir sur des sujets de fond sur lesquels nous n'avons pas pu avancer faute de majorité : la suppression de la Cour de justice de la République, le renforcement de l'indépendance de la magistrature.

Vous impliquerez-vous dans la refondation du PS ?

Je ne refuserai jamais un concours s'il est utile. Mais je refuserai d'envahir tout l'espace pour faire la démonstration que je suis indispensable. Je ne tiens pas à taper l'incruste, comme disent les jeunes aujourd'hui. Je serai discret dans la période qui va s'ouvrir, je n'interviendrai que si c'est utile.

Et si on vous demandait d'en devenir le premier secrétaire ?

Très franchement, je ne l'envisage pas.

2) Emmanuelle Cosse taille un costard aux ministres de Macron



Alexandre Jeziorski

Invitée de LCP ce vendredi, Emmanuelle Cosse a poussé un coup de gueule contre les ministres du gouvernement Philippe.

Les ministres ne travaillent pas assez. C'est en clair le message qu'Emmanuelle Cosse a voulu faire passer ce vendredi. « *Excusez-moi mais on parle peu. On parle peu des sujets de fond. Hormis Nicolas Hulot qui depuis plusieurs jours, se bat et porte la parole de la France sur la question climatique. On voit peu les ministres dans les ministères mais beaucoup ailleurs* » a tancé l'ancienne ministre.

Les législatives en seraient-elles la cause ? « *Je me souviens qu'en 2012, il y avait des ministres qui étaient candidats et par contre, on leur reprochait de ne pas être assez dans leur campagne des législatives. Là je suis assez étonnée que dans les ordres du jour des conseils des ministres, il y ait si peu de contenu, de textes. Et sur certains sujets, on entend personne !* » a-t-elle insisté.

Selon elle, « *personne ne veut se dévoiler avant les résultats de ces élections législatives* ». Une attitude que l'ex-ministre « *regrette* ».

lopinion.fr

intellectuels contemporains (solidaristes, socialistes libéraux, libertaires de gauche...).

Ce souci de briser les images d'Épinal de la philosophie politique, d'en complexifier les récits dominants et de rendre justice aux « perdants » ensevelis sous une Histoire souvent écrite par les vainqueurs se retrouve tout au long du nouveau livre d'Audier, *La Société écologique et ses ennemis*. Cette somme de plus de 700 pages, qui se lit néanmoins avec facilité, est tout entière tournée vers la mise au jour d'une « voie écologique, [...] toujours minoritaire et bloquée », qui a existé « au sein des mouvements luttant pour l'égalité et l'émancipation de tous ». Les critiques à la fois écologistes et progressistes de la société capitaliste industrielle ont existé quasiment depuis les débuts de celle-ci, nourrissant également des propositions d'alternatives dont la richesse, une nouvelle fois, a largement été oubliée.

Conscient des dérèglements du système Terre, citant les travaux les plus récents qui attestent des menaces qui en résultent pour l'espèce humaine, Audier entend donc démontrer par l'exemple qu'il n'existe aucune incompatibilité logique entre les combats historiques de la gauche au sens large et les combats à mener aujourd'hui sur le front climatique. Réservant à un prochain ouvrage une véritable investigation sur les causes de l'échec de cette voie alternative vers l'émancipation, il fait de celui-ci un plaidoyer pour des « Lumières écologiques ». Au cours de l'entretien, il insiste sur le fait que les Lumières « réellement existantes » ont abrité deux « noyaux de sens », l'un tourné vers la domination, l'autre vers l'autonomie. C'est bien sûr ce dernier qu'il entend réévaluer, « en traçant les lignes d'une autre gauche [...] qui conçoit autrement que le pôle productiviste ce que le "progrès" pouvait vouloir dire ».

"La société écologique et ses ennemis" : interview de Serge Audier

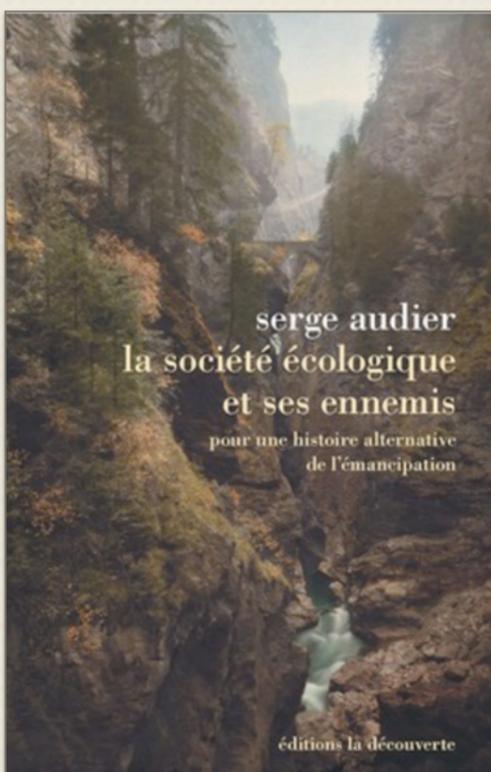
<https://youtu.be/xinfAJO-jZ0>

Serge Audier, *La Société écologique et ses ennemis*. Pour une histoire alternative de l'émancipation, La Découverte, 27 euros.

3) Les affinités écologiques de la gauche

Par Fabien Escalona et Jade Lindgaard

Depuis toujours, la gauche est un creuset de théories et de luttes écologiques, mais celles-ci ont été recouvertes par d'autres récits d'émancipation, au nom des Lumières, des luttes sociales et contre les discours réactionnaires de défense de la nature. C'est ce que démontre le philosophe Serge Audier dans *La Société écologique et ses ennemis*. Entretien



Il y a une « patte » Serge Audier, dont les plus fidèles de ses lecteurs sont conscients et s'amuse parfois entre eux, impressionnés par une érudition jamais surplombante, guidée qu'elle est par un sens et un goût évidents pour la pédagogie de ce spécialiste des idées politiques. Administrant sans relâche la preuve de ses affirmations, à travers une profusion de références en trois ou quatre langues, il cherche régulièrement à « déshomogénéiser » des courants de pensée (le républicanisme, le socialisme pré-marxiste, le néolibéralisme...) et à sortir de l'oubli des approches et des auteurs qui seraient pourtant précieux dans les débats

mediapart.fr

IV) Macron et les kwassa-kwassa : quand le vernis craquelle

Par Alexandra Schwartzbrod



Emmanuel Macron à Lorient, le 1er juin. Photo Damien Meyer. AFP

Les propos choquants du chef de l'Etat à propos des Comoriens ont mis en défaut une communication hyper contrôlée.

Et Macron trébucha. En total contrôle depuis son investiture, il y a seulement deux semaines, le chef de l'Etat s'est laissé aller, l'espace de quelques secondes lors d'une visite officielle en Bretagne, à une plaisanterie de très mauvais goût qui a peut-être entamé son crédit accumulé les jours précédents sur la scène internationale.

La scène remonte à jeudi dernier. Visitant le Centre régional de surveillance et de sauvetage atlantique (Cross) d'Étel, dans le Morbihan, Emmanuel Macron échange avec des responsables des lieux lorsque l'un de ces derniers évoque les différents types d'embarcation utilisés : «Il y a des tapouilles et des kwassa-kwassa.» Content de montrer qu'il n'a aucune faille et qu'on ne la lui fait pas, Emmanuel Macron réagit : «Ah non, c'est à Mayotte le kwassa-kwassa.» Admiration de ses interlocuteurs qui comprennent qu'ils n'ont pas affaire à un néophyte.

Emporté par sa sensation d'avoir bien réagi et peut-être aussi par l'assurance qu'il n'y a pas de caméra puisque, depuis ses premiers pas à l'Élysée, sa communication est sous cloche, Macron ajoute, rigolard : «Mais le kwassa-kwassa pêche peu, il amène du Comorien, c'est différent.» Et l'entourage de rire puisque le chef de l'Etat rit, avant qu'un léger malaise s'installe. Manque de chance pour l'Élysée, il y avait une caméra. Et la vidéo a été diffusée vendredi soir dans l'émission Quotidien, sur TMC, avant de tourner en boucle tout au long du week-end sur les réseaux sociaux. Voyant la polémique monter, l'entourage du chef de l'Etat a reconnu «une plaisanterie pas très heureuse et malvenue».

Verrouillage et «pétage de plomb»

La plaisanterie est plus que malvenue, elle est choquante, à l'heure où des milliers de réfugiés se noient en mer en essayant de rallier l'Europe sur des embarcations de fortune. Les kwassa-kwassa en font partie, régulièrement utilisés par des migrants de l'archipel indépendant des Comores pour gagner Mayotte. Situé à 70 kilomètres de là, ce territoire est en effet devenu en 2011 le 101e département français.

L'atteindre, c'est toucher la France. «Si Sarkozy président avait prononcé cette phrase face caméra, le tollé aurait été gigantesque», a observé l'ex-ministre écologiste Cécile Duflot et, pour le coup, elle n'a pas tout à fait tort. C'est «indigne», a estimé le secrétaire national du PCF Pierre Laurent. «Une sorte de mépris de classe», a lâché Mélenchon. Le Conseil représentatif des Français d'origine comorienne a quant à lui qualifié de «racistes et déshumanisants» les propos du chef de l'Etat à qui il demande des «excuses publiques».

Galvanisé par son quasi-sans-faute de la semaine sur la scène internationale, entre G7 et fermeté face à Poutine, Emmanuel Macron s'est-il à ce point senti tout puissant qu'il a cru tout pouvoir se permettre ? C'est fort probable. Peut-être aussi qu'à force de cadencier sa communication, de ne laisser aucune place au spontané, son entourage et lui-même ont créé les conditions du «pétage de plomb», ce moment où le vernis craquelle à force d'avoir été trop longtemps patiné. Il y a là, de toute évidence, matière à réfléchir. Sur le fond comme sur la forme.

Alexandra Schwartzbrod



LAPRESSEENREVUE.EU

V) Bayrou : l'affaire Ferrand « alourdit » la campagne des législatives

Pour le ministre de la justice, les révélations sur le ministre de la cohésion des territoires montrent que son projet de loi de moralisation de la vie publique est « utile ».

Le Monde.fr avec Reuters



Le ministre de la justice, François Bayrou, présente son projet de loi de moralisation de la vie politique, le 1er juin.

Le garde des sceaux François Bayrou a réagi, dans une interview au Journal du dimanche du 4 juin, à l'affaire Ferrand. Prié de dire si l'enquête visant le ministre de la cohésion des territoires devait le conduire à se retirer du gouvernement, M. Bayrou a répondu que le Code de procédure pénale interdisait au ministre de la justice d'intervenir dans un dossier individuel, ajoutant : « Et un commentaire voudrait dire que je préjuge des faits. »

« C'est une difficulté, qui alourdit quelque peu la campagne », a-t-il toutefois concédé à propos des soupçons de conflit d'intérêts autour des activités de Richard Ferrand lors de son passage à la tête des Mutuelles de Bretagne.

« Mais la question principale qui se pose aux Français, est celle-ci : donne-t-on sa chance au président et à son équipe, ou pas ? Je pense que les Français sont décidés à lui donner sa chance. »

Le parquet de Brest (Finistère) a ouvert cette semaine une enquête préliminaire sur les activités passées de M. Ferrand mais le premier ministre Edouard Philippe a déclaré que cette initiative ne changeait rien aux règles édictées par le gouvernement, à savoir qu'un ministre ne doit démissionner qu'en cas de mise en examen.

« Défenseur de la vérité »

Le JDD souligne que, si le projet de loi sur la moralisation de la vie publique présenté cette semaine par M. Bayrou était déjà en vigueur, M. Ferrand serait « hors des clous » sur plusieurs points. Pour le locataire de la place Vendôme, « c'est la preuve que notre projet est directement utile pour préciser les choses et éviter les ambiguïtés ».

L'hebdomadaire a également interrogé M. Bayrou sur l'enquête qui vise des eurodéputés et d'anciens eurodéputés, dont la ministre des affaires européennes, Marielle de Sarnez, à la suite d'une dénonciation d'une élue du Front national. Son retweet du communiqué de défense de Mme de Sarnez, une fidèle du leader centriste, avait été critiqué par les syndicats de magistrats. Pour lui, il ne s'agit pas d'une entorse à sa nécessaire neutralité :

« Comme ministre, je suis et je serai le défenseur de l'indépendance de la justice. Mais comme citoyen, je suis aussi le défenseur de la vérité et je lutterai contre les manipulations médiatiques malveillantes. »

lemonde.fr

VI) Législatives 2017: le PS est-il mort ? Les militants veulent encore y croire (un peu)

Refonte ou transformation du PS, les militants en sont en tout cas convaincus, une voix existe entre Macron et Mélenchon.

Camille Dubruelh-Journaliste vidéo

POLITIQUE - "La gauche ne meurt jamais", lance Stéphane Troussel, président du département de Seine-Saint-Denis et militant du Parti socialiste depuis 1993. Pourtant, lui-même l'admet, "le PS tel qu'il s'est structuré depuis Epinay, c'est une page qui se tourne".



Une page qui se tourne, ou un livre qui se ferme, après la cuisante défaite le soir du premier tour de la présidentielle où Benoît Hamon, candidat investi par le parti, n'a récolté qu'un peu plus de 6% des voix.

Mais pour la base, pas question de se démotiver maintenant, comme le montre la vidéo en tête de l'article. Il reste une échéance de taille, celle des législatives du 11 et 18 juin 2017. Viendra ensuite le temps du bilan et de la reconstruction.

En attendant, chaque jour, les équipes de la 4e circonscription de Seine-Saint-Denis (Stains, La Courneuve, Dugny et le Blanc-Mesnil), se pressent à la sortie des écoles, aux arrêts de tramway où sur les marchés. Chaque voix compte, même si l'espoir de battre la députée sortante reste très mince. La communiste Marie-George Buffet est en poste depuis 15 ans et, dans cette circonscription où Jean-Luc Mélenchon a récolté plus de 40% des suffrages au premier tour, le champ est libre pour elle, faute de candidat Insoumis en face. Le PS tente donc de jouer sur la carte de la jeunesse et du renouveau, surfant sur ce qui a fait recette chez Emmanuel Macron.

La candidate Najia Amzal, âgée de la trentaine à peine, veut croire à ses chances et à l'avenir de son parti. "Le PS a toujours su renaître de ses cendres", assure-t-elle, sourire aux lèvres et ton déterminé, à la sortie d'une réunion entre les militants de la circonscription.

"C'est inédit, jamais il n'y a eu cette fracture effective entre la gauche et l'aile libérale", assène de son côté Nabila Akkouche, secrétaire de la section de Stains. Tous sont sûrs d'une chose, une voix existe entre Macron et Mélenchon. Mais c'est la conception du Parti socialiste qui divise, même au sein d'une même circonscription. Il y a ceux qui soutiennent une "social-démocratie", plus libérale et proche de Manuel Valls, d'autres qui se reconnaissent plutôt dans les idées de Montebourg ou de Hamon.

Si certains militants veulent croire que ces deux ailes ne sont pas "irréconciliables", dans les faits, ces divisions pourraient bien provoquer une scission définitive. Même les plus féroces militants socialistes l'envisagent et attendent ainsi de voir ce qu'il ressortira des consultations post-législatives. "Si le Parti socialiste décide de se recentrer autour de quelqu'un comme Valls, je ne pourrai pas rester", s'attriste ainsi Nabila Akkouche.

huffingtonpost.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

MAIS AUSSI

4) Législatives : ce que disent les sondages du JDD dans 6 circonscriptions

SONDAGES - L'Ifop a réalisé ces trois dernières semaines pour le JDD et Sud Radio six sondages dans des

circonscriptions législatives. Le point sur les rapports de force locaux.

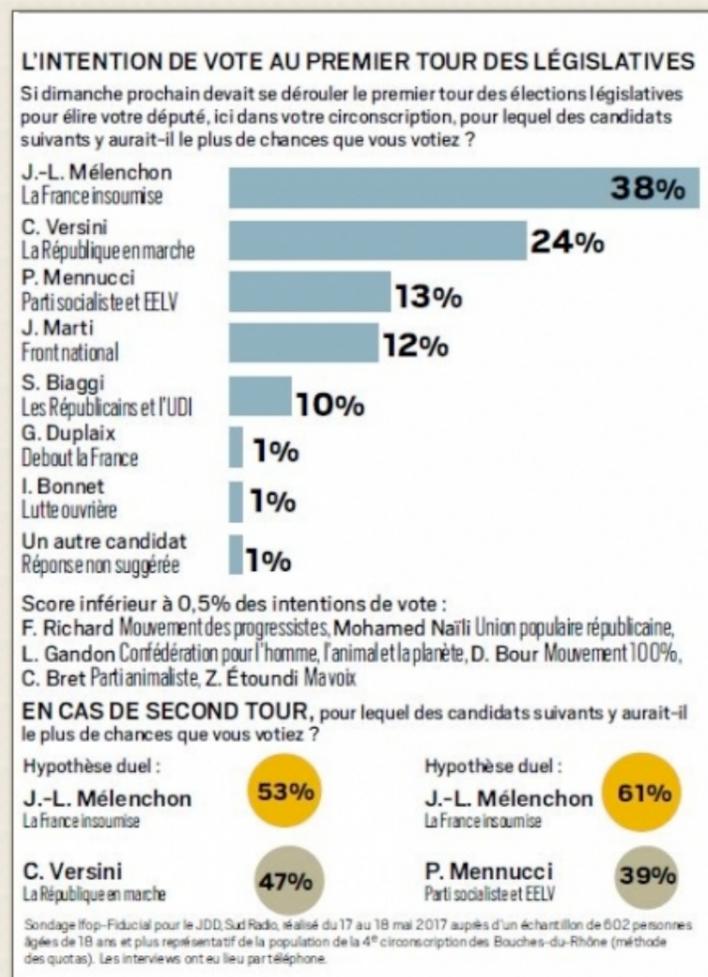


Najat Vallaud-Belkacem, Jean-Luc Mélenchon, Manuel Valls, Gilbert Collard, Nathalie Kosciusko-Morizet et Bruno Le Maire. (Reuters)

Jean-Luc Mélenchon, Najat Vallaud-Belkacem, Manuel Valls, Bruno Le Maire, Nathalie Kosciusko-Morizet et Gilbert Collard : ces six personnalités politiques, candidates aux élections législatives, ont été testées ces dernières semaines par l'Ifop, pour le JDD et Sud Radio. A une semaine du premier tour du scrutin en métropole, nous faisons le point sur les résultats de ces enquêtes*. Qui peut être rassuré? Qui est en danger? Rappelons que les sondages ne constituent pas une prévision de résultat mais donnent une indication des rapports de force au moment de la réalisation du sondage. Les dates de réalisation de chaque enquête sont précisées.

Mélenchon favori à Marseille, mais...

Circonscription : 4e des Bouches-du-Rhône
Date de réalisation : les 17 et 18 mai par téléphone
Taille de l'échantillon : 602 électeurs, représentatif de la population de cette circonscription inscrite sur les listes électorales



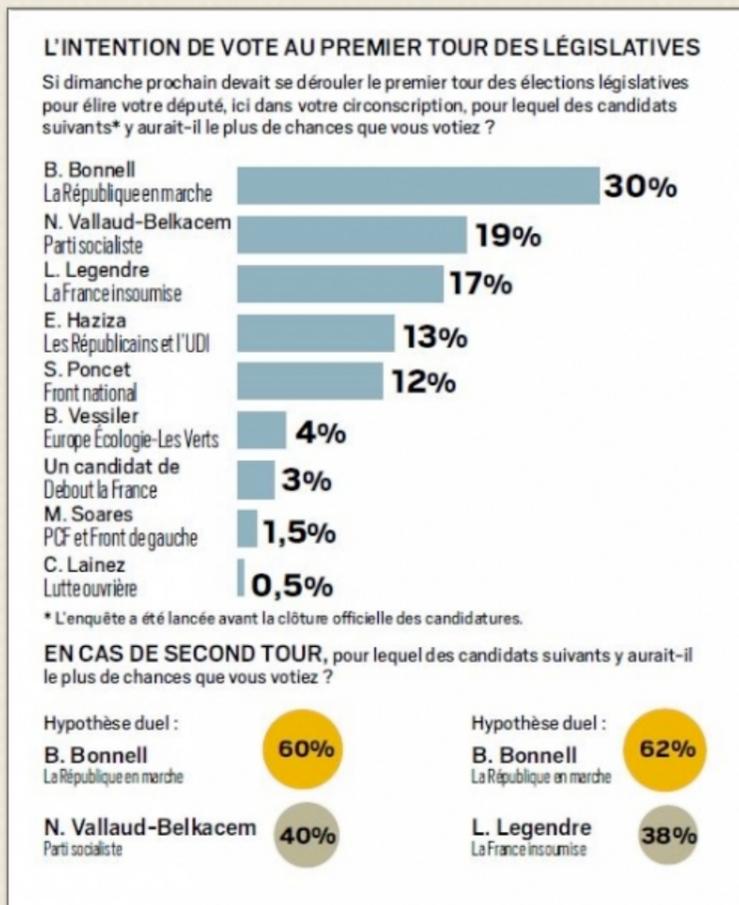
Auto-parachuté en plein centre de Marseille, Jean-Luc Mélenchon est crédité dans cette enquête de 38% des intentions de vote, soit un très proche du score que celui réalisé dans ce territoire au premier tour de la présidentielle (39,09%). A gauche, le leader de la France insoumise semble plier le match : le député PS sortant, Patrick Mennucci, n'obtiendrait que 13% des voix, dans la marge d'erreur (2,4 points) avec la candidate FN Jeanne Marti (12%) et celle des Républicains et de l'UDI, Solange Biaggi (10%). Le seuil de qualification pour le second tour étant fixé à 12,5% des voix des inscrits (et non des suffrages exprimés), Jean-Luc Mélenchon est donc promis à un duel final face à la candidate d'Emmanuel Macron, Corinne Versini. Le second tour semble plus ouvert. Jean-Luc Mélenchon obtiendrait 53% des intentions de vote contre 47% pour Versini, avec une marge d'erreur de quatre points. "Ce pourrait être l'occasion d'un 'tout sauf Mélenchon'", relevait dans le JDD Frédéric Dabi, directeur général adjoint

Compliqué pour Vallaud-Belkacem à Villeurbanne

Circonscription : 6e du Rhône

Date de réalisation : du 16 au 18 mai, par téléphone

Taille de l'échantillon : 601 électeurs, extrait d'un échantillon de 777 personnes, représentatif de la population de cette circonscription



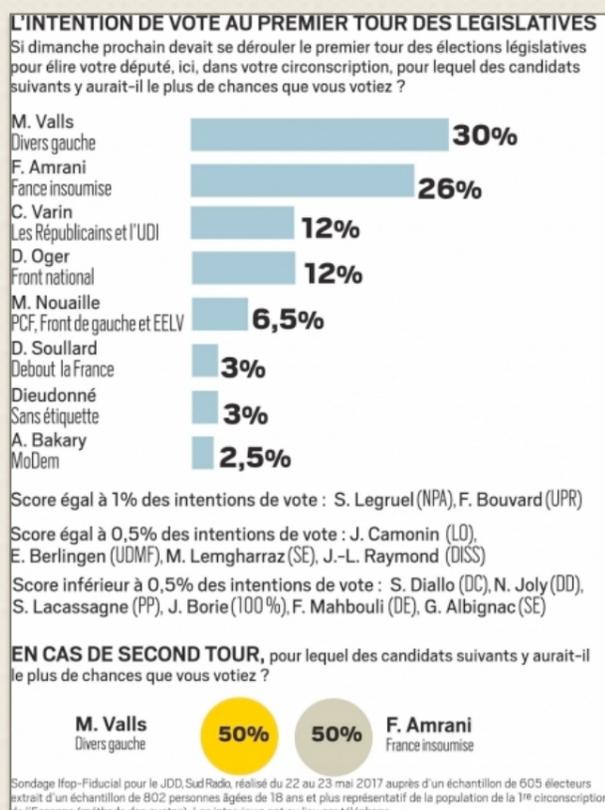
Dans cette circonscription, c'est l'entrepreneur Bruno Bonnell qui arriverait en tête. Le "marcheur" est crédité de 30% des intentions de vote au premier tour contre seulement 19% en faveur de Najat Vallaud-Belkacem et 17% pour le candidat de La France insoumise, Laurent Legendre. Ces deux derniers candidats se situent dans la marge d'erreur, de 2,4 points. "C'est un effet de souffle, explique Frédéric Dabi, à Villeurbanne, Bonnell augmente le résultat de Macron à la présidentielle de deux points." Le chef de l'État y avait en effet obtenu 27,73% des voix le 23 avril, devant Mélenchon (26,48%) et Fillon (16,59%). Le socialiste Benoît Hamon n'avait obtenu que 9,16% des suffrages. Dans la ville de Charles Hernu, Najat Vallaud-Belkacem doublerait le score du candidat PS mais perdrait 24 points par rapport à la candidate PS élue en 2012, Pascale Crozon. Au second tour, le candidat de La République en Marche ressort largement gagnant dans les deux configurations du duel testées, face à la socialiste (60%-40%) et au mélenchoniste (62-38%).

Valls en danger à Evry

Circonscription : 1ère de l'Essonne

Date de réalisation : les 22 et 23 mai, par téléphone

Taille de l'échantillon : 605 électeurs, extrait d'un échantillon de 802 personnes, représentatif de la population de cette circonscription



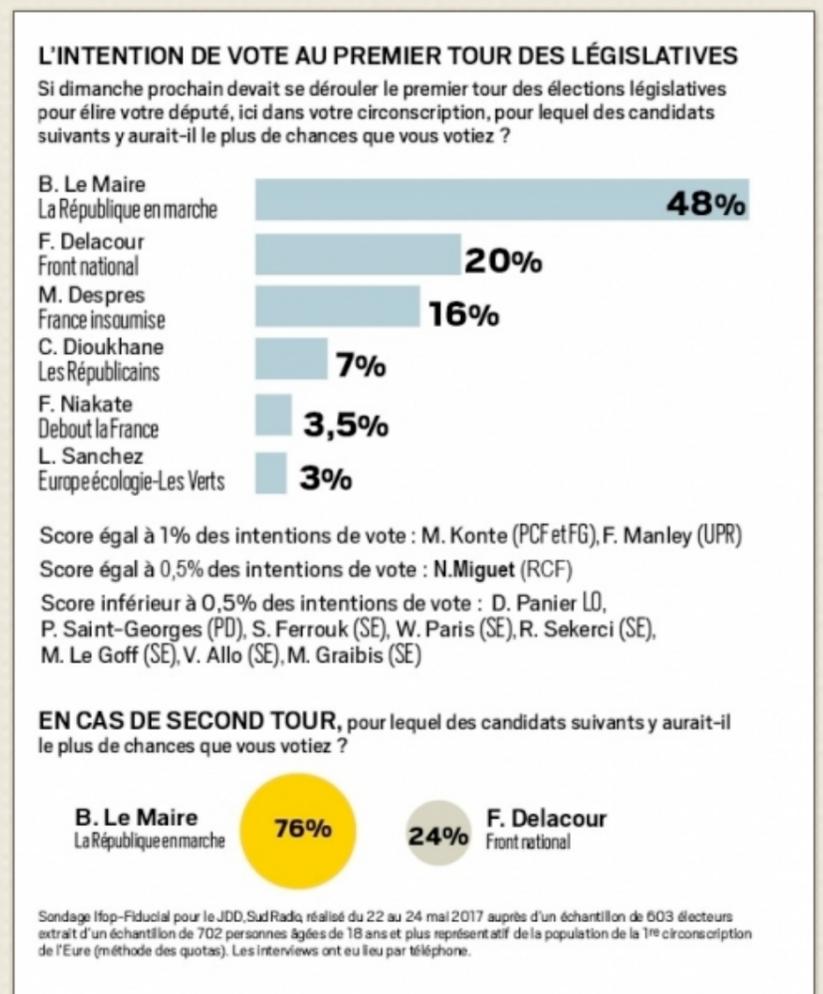
Manuel Valls n'est pas assuré d'être réélu. Alors que ni le PS, dont il s'est affranchi, ni Emmanuel Macron, qu'il courtise, ne présentent de candidat face à lui, l'ex-Premier ministre arrive de peu en tête au premier tour (30% d'intentions de vote, contre 48,6% en 2012). Il est talonné par la candidate mélenchoniste, Farida Amrani (26%). A ce niveau, les marges d'erreur vont de 3,3 à 3,7 points. Aucun autre postulant ne serait en mesure de se maintenir au second tour : la droite et le FN plafonnent à 12%, le candidat communiste, soutenu par EELV et même par Benoît Hamon, ne dépasse pas les 6,5%. Quant à l'humoriste Dieudonné, plusieurs fois condamné pour antisémitisme, qui vient défier son ennemi juré, il n'obtiendrait que 3% des voix. "Même si l'avantage est à l'ancien Premier ministre, l'incertitude est réelle. Le risque du 'tout sauf Valls' existe", note Frédéric Dabi. Pour le second tour, notre sondage donne Manuel Valls et Farida Amrani à égalité : 50-50.

Le Maire serein dans l'Eure

Circonscription : 1ère de l'Eure

Date de réalisation : du 22 au 24 mai, par téléphone

Taille de l'échantillon : 603 électeurs, extrait d'un échantillon de 702 personnes représentatif de la population de cette circonscription



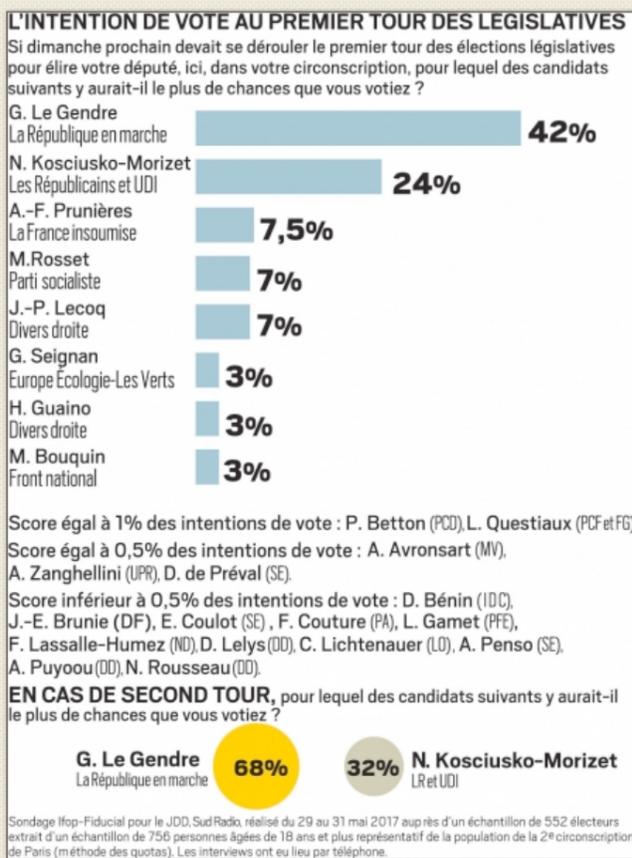
Les électeurs de droite de sa circonscription semblent suivre Bruno Le Maire. En changeant d'étiquette, en passant des Républicains à La République en marche, il y avait un risque pour le ministre de l'Economie. Le Maire récolterait 48% des suffrages exprimés contre seulement 7% pour la candidate des Républicains, Coumba Dioukhané. Bruno Le Maire devrait s'éviter une triangulaire et le second tour le donne large vainqueur avec 76% face à une candidate d'extrême droite, Fabienne Delacour, stagnante à 24% après avoir été créditée de 20% d'intentions de vote au premier tour. Troisième à 16%, le prétendant de la France insoumise, Michaël Despres, devance pour sa part largement la représentante de LR mais ne serait pas en mesure de se qualifier. "Bruno Le Maire bénéficie à plein de son implantation et de l'effet de souffle de la présidentielle. L'argument du traître ne prend pas. Il pourrait même passer dès le premier tour", analyse Frédéric Dabi.

NKM donnée largement battue à Paris

Circonscription : 2e de Paris

Date de réalisation : du 29 au 31 mai, par téléphone

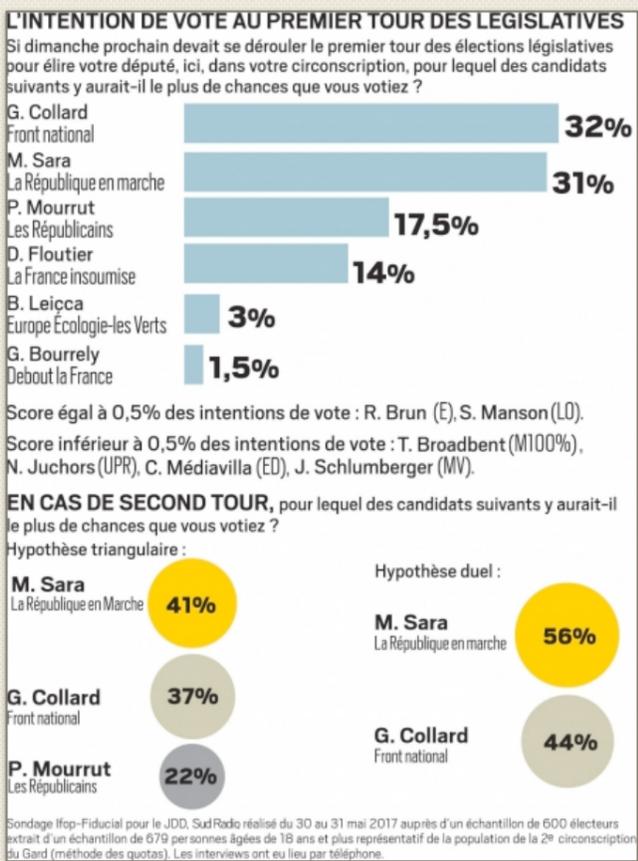
Taille de l'échantillon : 552 électeurs, extrait d'un échantillon de 756 personnes représentatif de la population de la cette circonscription



Tsunami macroniste en vue dans la deuxième circonscription de Paris (le 5e et une partie des 6e et 7e arrondissements). NKM est largement distancée par le candidat de La République en marche, Gilles Le Gendre. "Il bénéficie de l'effet de souffle présidentiel qui lui permet de faire même mieux que Macron dans cette circonscription", selon Frédéric Dabi. Le 23 avril, François Fillon y avait en effet devancé d'une centaine de voix Emmanuel Macron (37,34% contre 36,96%). Au second tour, Nathalie Kosciusko-Morizet serait proche de la déroute avec seulement 32% d'intentions de vote, contre 68% pour Gilles Le Gendre. Une autre configuration semble peu probable : derrière le duo de tête, aucun candidat ne parvient à passer les 10%. La candidate de la France insoumise est à 7,5% d'intentions de vote, celle du PS à 7%, tout comme le candidat divers droite Jean-Pierre Lecoq, maire du 6e arrondissement et qui a décidé de se présenter face à NKM.

Collard en mauvaise posture dans le Gard

Circonscription : 2e du Gard
Date de réalisation : les 30 et 31 mai, par téléphone
Taille de l'échantillon : 600 électeurs, extrait d'un échantillon de 679 personnes représentatif de la population de la 2e circonscription



Si l'élection avait lieu aujourd'hui, le candidat Front national dans la 2e circonscription du Gard serait en bien mauvaise position pour rempiler au palais Bourbon. L'avocat de formation arriverait néanmoins en tête du premier tour avec 32% des intentions de vote. Il devancerait ainsi la candidate En marche également soutenue par le PS, Marie Sara, créditée de 31% des voix. Macron n'était pourtant arrivé que quatrième lors du premier tour de la présidentielle... "Il y a une incertitude de premier tour, mais on constate un phénomène attrape-tout et un effet de souffle post-présidentielle

pour les candidats d'En marche", souligne Frédéric Dabi. Pour le second tour, l'Ifop a testé deux configurations : celle d'une triangulaire incluant Gilbert Collard, Marie Sara et Pascale Mourrut et celle d'un face-à-face classique entre le frontiste et la torera d'En Marche. Dans les deux cas, Marie Sara l'emporterait.

* La représentativité des échantillons a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée). Pour ces tailles d'échantillon, la marge d'erreur est de plus ou moins 1,8 point pour une intention de vote de 5%, de plus ou moins 2,4 pour un score de 10%, de plus ou moins 3,3 pour un score de 20%, de plus ou moins 3,7 pour un score de 30%, de plus ou moins 4 pour un score de 40% et de plus ou moins 4,1 pour un score de 50%.



5) Bernard Cazeneuve sur les législatives : "On est là pour faire mentir les projections"

Vendredi, l'ancien Premier ministre est venu apporter son soutien à deux candidats investis par le Parti socialiste : Jean-Christophe Cambadélis à Paris et Emmanuelle Cosse en Seine-Saint-Denis.



Jean-Christophe Cambadélis accueillant Bernard Cazeneuve dans sa circonscription. (ACD/JDD)

Même le jour de son anniversaire, Bernard Cazeneuve mouille la chemise. Vendredi, l'ex-Premier ministre, qui

fêtait ses 54 ans le même jour, est allé sur le terrain soutenir deux candidats aux législatives : le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, dans la 16e circonscription de Paris et l'ancienne ministre Emmanuelle Cosse dans la 3e de Seine-Saint-Denis. "Je suis sur le terrain tous les jours", assure l'ancien chef du gouvernement. "Pour un quinquennat de réussite, il fait faire élire des députés de la gauche de gouvernement", répète-t-il à l'envi. Des "sentinelles" en quelque sorte qui empêcheront qu'Emmanuel Macron reste "en tête à tête avec la droite qui veut le cerner" et qui éviteront que "le quinquennat prenne un mauvais chemin".



Jean-Christophe Cambadélis en train d'attendre, devant son QG de campagne, l'ex-locataire de Matignon. (ACD/JDD)

Arrivé en retard, vers 13 heures, au QG de Jean-Christophe Cambadélis dans le 19e arrondissement de Paris,

l'ancien Premier ministre monte sur la fameuse palette rouge de premier secrétaire socialiste. "Nous ne nous sommes pas battus collectivement contre Marine Le Pen pour organiser l'avènement d'un parti unique", lance-t-il, en allusion à La République en marche. Plusieurs sujets reviennent quand il évoque les combats à venir : s'opposer à la hausse de la CSG pour les retraités les plus modestes, à la remise en cause des mesures prises sur l'école, être attentif à la réforme du code du travail, défendre les services publics... Bernard Cazeneuve veut aussi défendre le bilan de François Hollande - ce qui n'a pas été assez fait à ses yeux pendant la présidentielle - et le sien par la même occasion. Il cite les derniers bons chiffres économiques : "C'est le résultat de l'action conduite, pas le résultat de quinze jours de climat de béatitude."

"Il faut mobiliser l'électorat socialiste. Il est là, il existe"

A ses côtés, Jean-Christophe Cambadélis, opposé au ministre Mounir Mahjoubi (LREM), qui joue son poste au gouvernement, et à Sarah Legrain (France insoumise), dit gagner en confiance : "Au début, je me disais que ça n'allait pas être facile, maintenant je suis assez confiant." Son principal adversaire? L'abstention. "Il faut mobiliser l'électorat socialiste. Il est là, il existe." Dans cette circonscription de gauche, Jean-Luc Mélenchon est arrivé en tête au premier tour de la présidentielle (30,52% des voix) devant Emmanuel Macron (29,92%). Benoît Hamon a, lui, fait 13,21%. Ouid de

Mounir Mahjoubi? "Sa suppléante, personne ne la connaît. Sa notoriété, ce qui devait faire sa force, se retourne contre lui. C'est pour moi un avantage", analyse Jean-Christophe Cambadélis, qui se dit en mesure de remporter 25% des suffrages le 11 juin et d'accéder au second tour.

Malgré tout, les socialistes le savent, les élections législatives s'annoncent ardues. Les projections, calquées sur les présidentielles, ne sont pas bonnes. "Entre les projections et les résultats, il y a une campagne électorale. On est là pour faire mentir les sondages", affirme Bernard Cazeneuve quelques heures plus tard à Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis). Cette fois, il est aux côtés d'Emmanuelle Cosse, une "femme de convictions, sincère, efficace" qui serait une "remarquable députée". L'ancien Premier ministre cite François Mitterrand : "Quand ça va bien, ce n'est pas pour toujours. Quand ça va mal, ce n'est jamais pour l'éternité."



Avec Emmanuelle Cosse à la médiathèque de Neuilly-sur-Marne. (ACD/JDD)

"Vous avez mis des canapés à ma taille, c'est gentil..."

Pour l'heure, Bernard Cazeneuve - qui ne se

représente pas personnellement - laboure le terrain. Lundi avec Najat Vallaud-Belkacem à Villeurbanne, jeudi avec Matthias Fekl à Marmande (Lot-et-Garonne). Vendredi après-midi, c'est donc au tour d'Emmanuelle Cosse. Au programme : visite d'une médiathèque et d'une épicerie solidaire du quartier des Fauvettes à Neuilly-sur-Marne. L'occasion, entre quelques selfies, de plaisanter : "Vous avez mis des canapés à ma taille, c'est gentil...", ironise Bernard Cazeneuve, en visitant la Salle des petits princes, dédiée à la lecture pour les jeunes enfants. De rencontrer des gens, à l'image de Nicole qui économise 100 euros par mois grâce à l'épicerie solidaire et qui peut ainsi s'offrir des "petites fantaisies". Mais aussi de faire passer des messages. "On a besoin de députés expérimentés et engagés, pas simplement des gens qui ont la bonne étiquette sur un effet de mode [...] On va élire des députés, pas des traders qui prennent un bénéfice car les circonstances le permettent", met en garde Bernard Cazeneuve, qui plaide pour un "vote de raison".



Bernard Cazeneuve, Emmanuelle Cosse et le petit canapé de la médiathèque de Neuilly-sur-Marne. (ACD/JDD)

"Je fais campagne tous les jours, je ne croise pas beaucoup de mes concurrents. On ne vote pas simplement pour des personnes

dont on voit la photo et l'étiquette", renchérit quant à elle Emmanuelle Cosse, écologiste investie par le Parti socialiste. Dans cette circonscription, Emmanuel Macron l'a emporté au premier tour de la présidentielle (28,51%) devant Jean-Luc Mélenchon (25,29%). Cinquième, Benoît Hamon n'avait récolté que 7,56% des suffrages . "Je préfère des coalitions qui font réussir que des partis uniques qui font échouer" un quinquennat, ajoute encore l'ancien Premier ministre, qui dit souhaiter la réussite d'Emmanuel Macron. "Je ne vais pas aujourd'hui faire le chafouin et regretter que la bienveillance soit possible pour ceux qui arrivent", ajoute-t-il, les yeux dans le rétroviseur de ces cinq années où "la sévérité et la mauvaise foi ont été imputées à François Hollande et à son gouvernement".

Encore quelques jours de campagne électorale, et après? Quel est l'avenir de Bernard Cazeneuve? "Qui vous a dit que j'allais prendre mes distances avec le monde politique", s'interroge l'intéressé, interrogé par la presse. "Je vais être très occupé, je vais écrire. Je vais m'exprimer quand ça sera nécessaire, seulement quand ça sera nécessaire..." A désormais 54 ans, il compte bien encore peser sur l'avenir de sa famille politique en participant "modestement, avec la jeunesse de la gauche de gouvernement, à la recomposition de la social-démocratie". Avant cela, il y a les législatives. Et les résultats seront scrutés de près.



A Suivre...
La Presse en Revue